



Le Maroc, trait d'union euro-africain : entre coopération sécuritaire et stabilité régionale

PATOKI LOKOU Napèyèmwassa, BENHANNI Halima

FSJES Rabat Agdal

Résumé:

Le Maroc occupe une place stratégique au carrefour de l'Europe et de l'Afrique, ce qui en fait un acteur incontournable dans la gestion des enjeux sécuritaires et régionaux. Sa coopération avec l'Union européenne s'est intensifiée autour de trois axes majeurs : la sécurité, la migration et le développement économique.

Sur le plan sécuritaire, le Royaume s'engage dans la lutte contre le terrorisme, les trafics transnationaux et les menaces liées à l'instabilité du Sahel. Concernant la migration, il adopte une approche équilibrée, combinant contrôle des flux et politiques de développement, afin de répondre aux attentes européennes tout en préservant ses propres priorités nationales.

Sur le plan économique, les partenariats avec l'UE et la Banque européenne d'investissement favorisent des projets structurants, renforçant la durabilité et l'intégration régionale. Le Maroc se positionne ainsi comme un médiateur et un partenaire fiable, capable de stabiliser son environnement immédiat et de contribuer à la sécurité collective.

Par son engagement diplomatique, ses initiatives régionales et son rôle de pivot géopolitique, il incarne un véritable trait d'union euro-africain, essentiel pour la stabilité de la Méditerranée et du Sahel, tout en affirmant son leadership régional.

Mots-clés : Sécurité; Migration; Stabilité régionale; Partenariat euro-africain; Développement durable.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.18768460>



Ceci est un article en accès libre sous la licence [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

1 Introduction

Le Maroc occupe une place singulière dans l'architecture géopolitique contemporaine, en raison de sa position stratégique au carrefour de l'Europe et de l'Afrique. Situé à la jonction du détroit de Gibraltar, doté d'une double façade atlantique et méditerranéenne, le royaume s'est progressivement affirmé comme un acteur incontournable dans les relations euro-africaines. Cette centralité géographique s'accompagne d'une diplomatie proactive, qui vise à consolider son rôle de passerelle entre l'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA).

Historiquement, le Maroc a entretenu des liens étroits avec l'Europe, matérialisés par une série d'accords commerciaux et politiques, dont l'Accord d'association de 1996, qui lui a conféré un statut avancé auprès de l'UE. Parallèlement, son retour au sein de l'Union Africaine en 2017 a marqué une étape décisive dans la réaffirmation de son ancrage continental, en cohérence avec une doctrine géopolitique fondée sur la coopération Sud-Sud et la solidarité africaine. Cette double orientation lui permet de jouer un rôle de médiateur et de facilitateur dans les relations triangulaires entre Bruxelles et Addis-Abeba.

Sur le plan sécuritaire, le Maroc s'est imposé comme un partenaire clé dans la lutte contre le terrorisme, la gestion des flux migratoires et la protection des routes maritimes. Sa participation active aux sommets UE-UA illustre cette volonté de contribuer à la stabilité régionale et de renforcer les mécanismes de coopération multilatérale. Dans un contexte marqué par l'instabilité au Sahel, les tensions au Maghreb et les défis transnationaux liés à la cybercriminalité et aux migrations, le Maroc apparaît comme un acteur pivot, capable de concilier ses intérêts nationaux avec ceux des deux ensembles régionaux.

Ainsi, l'analyse du rôle du Maroc comme passerelle entre l'UE et l'UA nécessite une approche intégrée, combinant les dimensions géopolitiques, économiques et sécuritaires. Cet article propose d'examiner les fondements de cette position stratégique, les opportunités qu'elle offre, ainsi que les défis qui l'accompagnent.

2 Le Maroc, position géostratégique unique

Le Maroc se distingue par une position géographique exceptionnelle, qui lui confère un rôle stratégique dans les relations internationales. Situé à la jonction du détroit de Gibraltar, le royaume contrôle l'un des passages maritimes les plus importants au monde, reliant l'océan

Atlantique à la mer Méditerranée. Cette localisation lui permet d'être un acteur clé dans la sécurité maritime et dans le commerce international, en particulier pour les échanges entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.

Au-delà de la géographie, le Maroc bénéficie d'une double ouverture maritime : une façade atlantique de plus de 2 900 km et une façade méditerranéenne de près de 500 km. Cette configuration renforce son rôle de hub logistique et énergétique, notamment grâce à des infrastructures portuaires modernes comme Tanger Med, considéré comme l'un des plus grands ports d'Afrique et de la Méditerranée. Ces atouts lui permettent de se positionner comme un carrefour incontournable pour les flux commerciaux et énergétiques.

Sur le plan historique et culturel, le Maroc entretient des liens anciens avec l'Europe, matérialisés par des accords d'association et un statut avancé auprès de l'Union Européenne depuis 2008. Parallèlement, son retour au sein de l'Union Africaine en 2017 a marqué une étape décisive dans la réaffirmation de son ancrage continental, renforçant sa capacité à jouer un rôle de médiateur entre les deux ensembles régionaux.

Enfin, cette position géostratégique se traduit par une dimension institutionnelle et diplomatique. Le Maroc est aujourd'hui reconnu comme un acteur pivot dans les dialogues euro-africains, participant activement aux sommets conjoints UE-UA et proposant des initiatives de coopération dans les domaines de la sécurité, de l'énergie et du développement durable. Cette posture lui confère une légitimité particulière pour incarner une passerelle entre Bruxelles et Addis-Abeba.

3 Les relations diplomatiques et économiques

3.1 Avec l'Union Européenne

Les relations entre le Maroc et l'Union Européenne (UE) reposent sur une coopération dense et multidimensionnelle, qui fait du royaume l'un des partenaires les plus avancés du voisinage sud. Depuis l'Accord d'association signé en 1996 et entré en vigueur en 2000, le Maroc bénéficie d'un statut avancé auprès de l'UE depuis 2008, lui permettant d'accéder à des mécanismes renforcés de dialogue politique, de coopération économique et de convergence réglementaire. Ce statut traduit la reconnaissance par Bruxelles du rôle stratégique du Maroc dans la stabilité régionale et la gestion des flux migratoires.

Sur le plan économique, l'UE est le premier partenaire commercial du Maroc, représentant plus de 60 % de ses échanges extérieurs. Les exportations marocaines vers l'Europe concernent principalement les produits agricoles, agroalimentaires, textiles et automobiles, tandis que les importations portent sur les biens d'équipement, les produits énergétiques et les technologies. Cette interdépendance économique est renforcée par des investissements européens dans les secteurs industriels et logistiques, notamment autour du port de Tanger Med, devenu un hub majeur pour les échanges euro-africains.

La coopération s'étend également au domaine énergétique. Le Partenariat Vert Maroc-UE, lancé en 2022, illustre la volonté des deux parties de développer une collaboration stratégique dans les énergies renouvelables, l'hydrogène vert et la transition énergétique. Ce partenariat positionne le Maroc comme fournisseur potentiel d'énergie propre vers l'Europe, tout en consolidant son rôle de leader régional dans la lutte contre le changement climatique.

Enfin, sur le plan diplomatique, le Maroc et l'UE partagent des intérêts communs en matière de sécurité et de migration. Le royaume est un acteur clé dans la gestion des flux migratoires vers l'Europe, en tant que pays de transit et de stabilisation. Les dialogues réguliers sur la mobilité, la lutte contre le terrorisme et la coopération sécuritaire renforcent la perception du Maroc comme un partenaire fiable et incontournable.

Ainsi, les relations diplomatiques et économiques entre le Maroc et l'UE dépassent le cadre bilatéral pour s'inscrire dans une logique de **coopération triangulaire**, où le Maroc joue un rôle de passerelle entre Bruxelles et l'Afrique, consolidant sa position géopolitique unique.

3.2 Les relations diplomatiques et économiques avec l'Union africaine

Le Maroc entretient une relation complexe mais stratégique avec l'Union Africaine (UA). Après avoir quitté l'Organisation de l'Unité Africaine en 1984 en raison de la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique, le royaume a marqué un tournant majeur en réintégrant l'UA en 2017. Ce retour traduit une volonté de renforcer son ancrage continental et de consolider sa diplomatie africaine.

Sur le plan économique, le Maroc s'est imposé comme un investisseur majeur en Afrique subsaharienne, notamment dans les secteurs bancaires, des télécommunications, de

l'agriculture et des infrastructures. Les banques marocaines (Attijariwafa Bank, BMCE Bank of Africa) et les entreprises nationales sont fortement implantées dans plusieurs pays africains, contribuant à la dynamique de coopération Sud-Sud¹. Cette stratégie économique vise à positionner le Maroc comme un acteur incontournable du développement continental, tout en renforçant ses liens avec l'UA.

Diplomatiquement, le Maroc s'efforce de jouer un rôle de médiateur dans les crises régionales et de promouvoir une coopération triangulaire entre l'Afrique, l'Europe et le monde arabe. Sa participation active aux sommets de l'UA et ses initiatives dans le domaine de la sécurité et du développement durable illustrent cette volonté de s'affirmer comme un partenaire crédible et influent². Le royaume met en avant une vision de l'Afrique fondée sur la solidarité, la stabilité et l'intégration économique.

Enfin, la relation avec l'UA est également marquée par des défis politiques, notamment autour de la question du Sahara occidental, qui continue de susciter des tensions avec certains États membres. Malgré ces obstacles, le Maroc poursuit une diplomatie pragmatique, cherchant à renforcer son rôle au sein de l'organisation et à consolider son image de passerelle entre l'Afrique et l'Europe.

4 Diplomatie multilatérale : médiation dans les crises régionales, participation aux forums euro-africains.

La diplomatie marocaine s'est progressivement affirmée comme un **instrument multilatéral** visant à renforcer la coopération entre l'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA). Le Maroc se positionne comme un acteur de médiation dans plusieurs crises régionales, en particulier au Sahel et en Afrique de l'Ouest, où il joue un rôle de facilitateur dans les dialogues politiques et sécuritaires. Cette posture s'inscrit dans une stratégie plus large de coopération triangulaire, où Rabat cherche à rapprocher les agendas européens et africains autour des enjeux de stabilité et de développement.

¹ Institut Géopolitique Horizons (IGH). (2025). *Le Nexus Maroc-Afrique: Fondements et mécanismes d'une coopération Sud-Sud sur terre et sur mer*. Horizons.ma. . Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://horizons.ma/le-nexus-maroc-afrique-fondements-et-mecanismes-dune-cooperation-sud-sud-sur-terre-et-sur-mer/>

² El Yattoui, Y. (2025, 1 décembre). *7^e Sommet UE-UA : Décryptage des enjeux de la participation marocaine*. Le Matin. Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://lematin.ma/nation/7-sommet-ue-ua-decryptage-des-enjeux-de-la-participation-marocaine/316577>

Le royaume participe activement aux forums euro-africains, tels que les sommets UE-UA, où il défend une approche intégrée des défis transnationaux : lutte contre le terrorisme, gestion des migrations, transition énergétique et développement durable. Sa diplomatie met en avant une vision de l'Afrique fondée sur la solidarité et l'intégration régionale, tout en valorisant son statut avancé auprès de l'UE comme levier de crédibilité.

En outre, le Maroc s'est engagé dans des initiatives multilatérales liées à la sécurité et au climat, en proposant des partenariats innovants, notamment dans le cadre du Partenariat Vert Maroc-UE. Ces initiatives renforcent son rôle de passerelle institutionnelle et diplomatique, capable de relier les priorités européennes aux besoins africains. Cette diplomatie proactive lui permet de consolider son image de médiateur et de partenaire fiable dans les négociations internationales.

Ainsi, la diplomatie multilatérale marocaine illustre une stratégie de médiation et de participation active aux instances régionales et intercontinentales, consolidant son rôle de trait d'union entre l'Europe et l'Afrique.

5 Les enjeux sécuritaires

5.1 Lutte contre le terrorisme et l'extrémisme : coopération sécuritaire avec l'UE et les pays africains

Le Maroc s'est imposé comme un acteur central dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, grâce à une stratégie sécuritaire intégrée et reconnue à l'échelle internationale. Le royaume a mis en place une approche multidimensionnelle combinant prévention, répression et coopération internationale. Cette stratégie repose sur un dispositif institutionnel solide, incarné par le Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ), qui joue un rôle clé dans le démantèlement de cellules terroristes et le partage de renseignements avec ses partenaires.

Avec l'Union Européenne, le Maroc entretient une coopération sécuritaire étroite, notamment dans le domaine du renseignement et de la lutte contre les réseaux transnationaux. Les autorités marocaines collaborent régulièrement avec Europol et Interpol, facilitant l'échange d'informations sur les menaces terroristes et les filières de radicalisation.

Cette coopération est particulièrement importante dans le contexte de la sécurité méditerranéenne et de la gestion des flux migratoires, où le Maroc agit comme un partenaire fiable pour l'UE.

Sur le plan africain, le Maroc s'investit dans la sécurité régionale, en particulier au Sahel, une zone marquée par l'instabilité et la présence de groupes armés terroristes. Le royaume participe à des initiatives multilatérales visant à renforcer les capacités des États africains en matière de lutte contre l'extrémisme, tout en promouvant une approche de développement et de prévention de la radicalisation. Cette contribution s'inscrit dans une logique de coopération Sud-Sud, où le Maroc cherche à partager son expertise sécuritaire avec ses voisins africains.

Ainsi, la coopération sécuritaire du Maroc avec l'UE et les pays africains illustre sa volonté de jouer un rôle de pivot régional, capable de relier les efforts européens et africains dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Cette posture renforce sa légitimité comme passerelle géopolitique et sécuritaire entre les deux continents.

5.2 Gestion des flux migratoires : rôle du Maroc comme pays de transit et partenaire clé de l'UE

Le Maroc occupe une place centrale dans la gestion des flux migratoires entre l'Afrique et l'Europe. Sa position géographique, à proximité immédiate du détroit de Gibraltar et des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, en fait un pays de transit majeur pour les migrants originaires d'Afrique subsaharienne cherchant à rejoindre l'Union Européenne (UE). Cette situation confère au royaume une responsabilité particulière dans la régulation des mouvements migratoires et dans la coopération sécuritaire avec ses partenaires européens.

La coopération entre le Maroc et l'UE en matière migratoire s'est intensifiée au cours des deux dernières décennies. Le royaume est devenu un partenaire clé de Bruxelles, notamment à travers des accords visant à renforcer le contrôle des frontières, lutter contre les réseaux de trafic de migrants et promouvoir une approche équilibrée entre sécurité et développement. Les dialogues réguliers sur la mobilité et les partenariats migratoires illustrent cette volonté de construire une relation durable et stratégique.

Le Maroc ne se limite pas à une approche sécuritaire : il a également adopté une politique nationale d'immigration et d'asile depuis 2013, qui lui permet de régulariser des milliers de

migrants subsahariens et de promouvoir une intégration sociale et économique. Cette politique, saluée par l'UE, renforce l'image du Maroc comme acteur responsable et crédible dans la gestion des migrations.

Ainsi, le Maroc apparaît comme un **pivot incontournable** dans la gestion des flux migratoires euro-africains. Son rôle de pays de transit, combiné à sa coopération étroite avec l'UE, lui confère une légitimité particulière pour incarner une passerelle sécuritaire et humanitaire entre les deux continents.

5.3 Sécurité maritime et énergétique : protection des routes commerciales et des infrastructures stratégiques

La sécurité maritime constitue un enjeu majeur pour le Maroc, en raison de sa position géographique stratégique au carrefour de l'Atlantique et de la Méditerranée. Le détroit de Gibraltar, par lequel transite une part significative du commerce mondial, confère au royaume une responsabilité particulière dans la protection des routes commerciales. Le Maroc a investi dans des infrastructures portuaires modernes, notamment le complexe de Tanger Med, devenu l'un des plus grands hubs logistiques de la Méditerranée et un point névralgique pour les échanges euro-africains. La sécurisation de ces routes est essentielle pour garantir la fluidité des échanges et prévenir les menaces liées à la piraterie, au trafic illicite et au terrorisme maritime.

Sur le plan énergétique, le Maroc s'affirme comme un acteur clé dans la transition énergétique régionale, en développant des projets d'énergies renouvelables (solaire, éolien, hydrogène vert). Ces infrastructures stratégiques, telles que le complexe solaire Noor à Ouarzazate, nécessitent une protection renforcée face aux risques sécuritaires et cybernétiques. Le Partenariat Vert Maroc-UE, lancé en 2022, illustre la volonté du royaume et de l'Union Européenne de coopérer pour sécuriser les approvisionnements énergétiques et développer des corridors durables vers l'Europe.

La dimension sécuritaire s'étend également à la protection des pipelines, câbles sous-marins et réseaux électriques, qui constituent des infrastructures critiques pour la stabilité régionale. Le Maroc collabore avec ses partenaires européens et africains afin de renforcer la résilience de ces installations face aux menaces transnationales. Cette coopération multilatérale positionne le royaume comme un pivot sécuritaire et énergétique, capable de relier les besoins

africains en développement aux priorités européennes en matière de sécurité et de transition énergétique.

Ainsi, la sécurité maritime et énergétique du Maroc illustre son rôle de garant de la stabilité régionale, en protégeant les routes commerciales et les infrastructures stratégiques, tout en consolidant son image de passerelle entre l'Europe et l'Afrique.

Malgré son rôle de passerelle stratégique entre l'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA), le Maroc doit composer avec des pressions géopolitiques importantes, liées aux rivalités régionales au Maghreb et à l'instabilité persistante au Sahel. Ces dynamiques limitent parfois sa capacité à agir comme médiateur et à consolider son influence.

Dans le Maghreb, les relations tendues avec l'Algérie constituent un obstacle majeur. La rivalité entre Rabat et Alger, exacerbée par la question du Sahara occidental, freine l'intégration régionale et complique la coopération sécuritaire. Cette fracture géopolitique réduit l'efficacité des initiatives maghrébines et oblige le Maroc à privilégier des partenariats bilatéraux ou triangulaires avec l'UE et l'UA (Makpawo, 2021). L'absence d'une Union du Maghreb arabe fonctionnelle illustre cette limite structurelle.

Au Sahel, le Maroc fait face à une zone marquée par l'instabilité chronique, la montée des groupes armés terroristes et les crises politiques récurrentes. Bien que Rabat cherche à renforcer sa présence diplomatique et économique dans cette région, les menaces sécuritaires transnationales compliquent ses efforts. Le royaume doit composer avec une compétition d'influence, notamment avec d'autres puissances régionales et internationales (Institut Géopolitique Horizons, 2025). Cette rivalité limite sa marge de manœuvre et l'oblige à investir davantage dans la coopération sécuritaire et le développement.

Ces pressions géopolitiques révèlent les limites de la diplomatie marocaine : malgré sa volonté de jouer un rôle de médiateur, le royaume doit surmonter des rivalités régionales persistantes et des environnements instables. Cela souligne la nécessité pour le Maroc de renforcer ses alliances multilatérales et de consolider sa résilience interne afin de maintenir son rôle de passerelle entre l'Europe et l'Afrique.

6 Le Sahara occidental et ses implications diplomatiques

La question du Sahara occidental demeure l'un des principaux défis diplomatiques du Maroc et constitue un facteur déterminant dans ses relations avec l'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA). Depuis le retrait de l'Espagne en 1975, le territoire est au cœur d'un différend opposant le Maroc au Front Polisario, soutenu par l'Algérie. Rabat considère le Sahara comme partie intégrante de son territoire national, tandis que l'UA et certains États africains continuent de reconnaître la République arabe sahraouie démocratique (RASD), ce qui alimente des tensions persistantes (Makpawo, 2021).

Sur le plan africain, cette question a longtemps constitué un obstacle majeur à l'intégration du Maroc au sein de l'UA, expliquant son retrait en 1984. Le retour du royaume en 2017 a marqué une volonté de dépasser ces clivages, mais la reconnaissance de la RASD par plusieurs États membres continue de limiter la marge de manœuvre diplomatique du Maroc au sein de l'organisation (Institut Géopolitique Horizons, 2025). Cette situation oblige Rabat à déployer une diplomatie active, fondée sur des partenariats bilatéraux et des investissements économiques, afin de renforcer son influence et de rallier des soutiens à sa position.

Avec l'Union Européenne, la question du Sahara occidental se traduit par des contentieux juridiques et commerciaux, notamment autour des accords de pêche et agricoles. Plusieurs décisions de la Cour de justice de l'UE ont remis en cause l'application de ces accords au Sahara occidental, créant des tensions entre Rabat et Bruxelles (Naimi, 2024). Toutefois, l'UE reconnaît le rôle stratégique du Maroc dans la stabilité régionale et cherche à maintenir une coopération pragmatique, malgré ces différends.

Ainsi, le Sahara occidental constitue une question sensible et structurante pour la diplomatie marocaine. Elle illustre les limites de son rôle de passerelle entre l'UE et l'UA, tout en soulignant la nécessité pour Rabat de concilier ses intérêts nationaux avec les exigences du dialogue multilatéral.

La résolution 2797 du Conseil de sécurité de l'ONU (31 octobre 2025) constitue une avancée majeure pour le Maroc, en reconnaissant son plan d'autonomie comme cadre de règlement du différend. Cette décision confère une légitimité internationale accrue à la position marocaine, après des décennies de blocage diplomatique.

Elle marque un tournant en faveur d'une solution pragmatique, soutenue par des puissances influentes comme les États-Unis et plusieurs pays européens.

Pour l'UE, cette victoire diplomatique réduit l'incertitude juridique autour des accords commerciaux et énergétiques impliquant le Sahara occidental. Les contentieux devant la Cour de justice de l'UE, qui avaient fragilisé certains partenariats, pourraient désormais être atténués. Cela ouvre la voie à une coopération économique et énergétique plus fluide, notamment dans le cadre du Partenariat Vert Maroc-UE.

Au sein de l'UA, cette décision accentue l'isolement de l'Algérie et du Front Polisario, tout en renforçant la position du Maroc comme acteur incontournable. Toutefois, certains États africains continuent de soutenir la RASD, ce qui maintient des tensions internes. Le Maroc devra poursuivre une diplomatie bilatérale active pour rallier davantage de soutiens à sa cause.

Malgré cette victoire, plusieurs défis persistent :

1. **Contestations régionales** : l'Algérie reste fermement opposée au plan d'autonomie, ce qui entretient une rivalité géopolitique au Maghreb.
2. **Application concrète** : la mise en œuvre du plan nécessite des négociations locales et une acceptation par les populations concernées.
3. **Risque de polarisation** : la décision pourrait accentuer les clivages régionaux, notamment au sein de l'UA, et compliquer la stabilité au Maghreb.

7 Equilibre délicat : maintenir une position de médiateur sans s'aliéner ses partenaires

Le Maroc cherche à consolider son rôle de médiateur régional entre l'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA), mais cette posture exige un équilibre diplomatique subtil. En effet, le royaume doit défendre ses intérêts nationaux, notamment sur des dossiers sensibles comme le Sahara occidental, tout en préservant des relations constructives avec ses partenaires européens et africains. Cette dualité impose une diplomatie pragmatique, fondée sur la coopération économique et sécuritaire, mais aussi sur une capacité à gérer les divergences politiques (Naimi, 2024).

Avec l'UE, le Maroc doit composer avec des contentieux juridiques liés aux accords commerciaux et agricoles concernant le Sahara occidental. Tout en affirmant sa souveraineté, Rabat privilégie une approche de dialogue afin de ne pas compromettre la densité de ses partenariats économiques et énergétiques. Cette stratégie illustre sa volonté de maintenir une relation de confiance avec Bruxelles, malgré des tensions ponctuelles (RTS, 2025).

Au sein de l'UA, le Maroc doit naviguer entre ses ambitions continentales et la persistance de clivages politiques, notamment avec les États qui soutiennent la République arabe sahraouie démocratique. Pour éviter l'isolement, Rabat mise sur une diplomatie bilatérale active, en multipliant les investissements et les initiatives de coopération Sud-Sud. Cette approche lui permet de rallier progressivement des soutiens, tout en évitant de s'aliéner des partenaires africains influents (Institut Géopolitique Horizons, 2025).

Cet équilibre délicat révèle la complexité de la diplomatie marocaine : être un acteur pivot et médiateur, sans compromettre ses alliances stratégiques. Le Maroc doit continuellement ajuster sa posture afin de préserver sa crédibilité internationale et consolider son rôle de passerelle entre l'Europe et l'Afrique.

La récente dynamique diplomatique, marquée par la reconnaissance du plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental par le Conseil de sécurité de l'ONU, confère au Maroc une légitimité accrue pour jouer un rôle de pivot dans les projets communs entre l'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA). Cette victoire diplomatique renforce sa position comme acteur incontournable dans la construction d'une coopération triangulaire euro-africaine (Charchira, 2025).

Sur le plan économique, le Maroc est appelé à devenir un hub logistique et énergétique reliant l'Europe et l'Afrique. Les projets conjoints autour du Partenariat Vert Maroc-UE illustrent cette orientation, en intégrant les besoins africains en développement durable et les priorités européennes en transition énergétique. Le royaume pourrait ainsi servir de plateforme pour l'exportation d'hydrogène vert et d'énergies renouvelables vers l'Europe, tout en favorisant l'accès des pays africains à des technologies propres (European External Action Service, 2025).

Diplomatiquement, le Maroc participe activement aux sommets UE-UA, où il défend une approche intégrée des défis transnationaux : sécurité, migration, climat et développement. Sa

capacité à dialoguer avec les deux ensembles régionaux lui permet de proposer des **solutions** de médiation et de faciliter la convergence des politiques. Cette posture est renforcée par ses investissements en Afrique subsaharienne, qui consolident son rôle de moteur de la coopération Sud-Sud (Institut Géopolitique Horizons, 2025).

Enfin, sur le plan sécuritaire, le Maroc peut jouer un rôle de passeur stratégique dans la lutte contre le terrorisme et la gestion des flux migratoires. En reliant les dispositifs sécuritaires européens aux initiatives africaines, il contribue à la stabilisation régionale et à la protection des routes commerciales et énergétiques. Cette intégration renforcée positionne le Maroc comme un acteur pivot, capable de transformer ses atouts géopolitiques en leviers de coopération multilatérale.

8 Transition énergétique et numérique : opportunité pour consolider son rôle de passerelle

Le Maroc se positionne aujourd'hui comme un acteur clé de la transition énergétique et numérique, deux domaines stratégiques qui renforcent son rôle de passerelle entre l'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA). Ces secteurs offrent au royaume des opportunités majeures pour consolider sa légitimité géopolitique et économique.

8.1 Transition énergétique

Le Maroc est reconnu pour ses investissements massifs dans les énergies renouvelables, notamment le solaire et l'éolien. Le complexe Noor à Ouarzazate, l'un des plus grands projets solaires au monde, illustre cette ambition. À travers le Partenariat Vert Maroc-UE, lancé en 2022, Rabat s'engage à développer l'hydrogène vert et à devenir un fournisseur stratégique d'énergie propre vers l'Europe (European External Action Service, 2025). Cette orientation permet au Maroc de jouer un rôle de hub énergétique, reliant les besoins africains en accès à l'énergie aux priorités européennes en transition écologique (Boulayoun, 2025).

8.2 Transition numérique

Parallèlement, le Maroc investit dans la numérisation de son économie et dans le développement des infrastructures digitales. Le déploiement de la fibre optique, l'essor des

fintechs et les projets de smart cities (comme Zenata et Benguerir) renforcent son attractivité. Ces initiatives numériques favorisent une meilleure intégration régionale et permettent au Maroc de servir de plateforme technologique reliant l'Europe et l'Afrique. Elles facilitent également la coopération dans des domaines stratégiques tels que la cybersécurité, l'e-gouvernance et l'innovation digitale (Institut Géopolitique Horizons, 2025).

8.3 Opportunités de coopération triangulaire

La convergence énergétique et numérique offre au Maroc la possibilité de proposer des projets communs UE-UA, articulés autour de la durabilité et de l'innovation. En se positionnant comme fournisseur d'énergie verte et catalyseur de solutions numériques, le royaume consolide son rôle de médiateur et facilitateur, capable de rapprocher les agendas européens et africains.

9. Renforcement de la coopération sécuritaire : face aux menaces transnationales (terrorisme, cybercriminalité, migrations)

Le Maroc s'impose comme un **acteur pivot dans la coopération sécuritaire euro-africaine**, en raison de sa position géostratégique et de son expérience reconnue dans la lutte contre les menaces transnationales. Trois dimensions majeures structurent cette coopération : le terrorisme, la cybercriminalité et la gestion des migrations.

Le royaume a développé une approche intégrée de lutte contre le terrorisme, combinant prévention, répression et coopération internationale. Le Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ) est devenu une référence régionale dans le démantèlement de cellules terroristes et le partage de renseignements. Cette expertise est mise à profit dans le cadre de partenariats avec l'Union Européenne (UE), notamment via Europol et Interpol, ainsi qu'avec plusieurs pays africains, en particulier dans la région du Sahel (Maroc Diplomatique, 2023).

La montée en puissance des menaces numériques a conduit le Maroc à renforcer ses capacités en **cybersécurité**. Le pays collabore avec l'UE pour développer des mécanismes de protection des infrastructures critiques, notamment énergétiques et financières. Cette coopération s'étend également à l'Afrique, où Rabat partage son expertise en matière de régulation numérique et de lutte contre les cyberattaques, contribuant à la sécurisation des réseaux régionaux (Institut Géopolitique Horizons, 2025).

Le Maroc joue un rôle central dans la gestion des flux migratoires, en tant que pays de transit vers l'Europe. Sa coopération avec l'UE repose sur des accords visant à renforcer le contrôle des frontières, lutter contre les réseaux de trafic de migrants et promouvoir une approche équilibrée entre sécurité et développement. Sur le plan africain, Rabat s'engage dans des initiatives de solidarité, notamment à travers la régularisation de migrants subsahariens et la mise en place de politiques nationales d'intégration.

10. Conclusion générale

Le Maroc apparaît aujourd'hui comme un trait d'union stratégique entre l'Europe et l'Afrique, grâce à sa position géographique unique, ses partenariats économiques et énergétiques, ainsi que son rôle diplomatique et sécuritaire. En se plaçant au cœur des dialogues euro-africains, le royaume a su valoriser ses atouts pour devenir un acteur pivot dans la coopération multilatérale, qu'il s'agisse de la lutte contre le terrorisme, de la gestion des migrations ou de la transition énergétique et numérique.

Toutefois, ce rôle régional ne peut être pleinement assuré qu'à travers une stabilité interne solide. La consolidation des institutions, la résilience économique et la cohésion sociale sont des conditions essentielles pour garantir la crédibilité du Maroc sur la scène internationale. La capacité du royaume à maintenir cet équilibre interne déterminera la pérennité de son influence et sa légitimité comme médiateur.

Enfin, une ouverture s'impose : le Maroc peut-il devenir un modèle de coopération triangulaire UE-UA ? En articulant ses efforts autour de projets communs, en renforçant la convergence des politiques et en proposant des solutions pragmatiques aux défis transnationaux, le royaume dispose des atouts nécessaires pour incarner cette ambition. Si cette trajectoire se confirme, le Maroc pourrait non seulement consolider son rôle de passerelle, mais aussi inspirer une nouvelle dynamique de coopération intercontinentale fondée sur la stabilité, la solidarité et l'innovation.

REFERENCES

- [1] Boulayoun, Y. (2025, 22 octobre). *Diplomatie verte : le Maroc à la croisée de l'Europe et de l'Afrique sur le climat*. Chronexium. Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://chronexium.ma/p/diplomatie-verte-maroc-europe-afrique-climat>
- [2] Charchira, S. (2025, 8 novembre). *Sahara : Une victoire diplomatique majeure*. L'Opinion. Consulté le 9 décembre 2025, sur https://www.lopinion.ma/Sahara-Une-victoire-diplomatique-majeure_a73686.html
- [3] El Majdoubi, A. (2025, 17 juillet). *Maroc-UE : des pourparlers pour un partenariat migratoire renforcé*. Médias24. Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://medias24.com/2025/07/17/maroc-ue-des-pourparlers-pour-un-partenariat-migratoire-renforce/>
- [4] El Yattoui, Y. (2025, 1 décembre). *7^e Sommet UE-UA : Décryptage des enjeux de la participation marocaine*. Le Matin. Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://lematin.ma/nation/7-sommet-ue-ua-decryptage-des-enjeux-de-la-participation-marocaine/316577>
- [5] European External Action Service (EEAS). (2025, 3 mars). *Partenariat Vert Maroc-UE*. EEAS. Consulté le 9 décembre 2025, sur https://www.eeas.europa.eu/delegations/morocco/partenariat-vert-maroc-ue_fr?s=204
- [6] Institut Géopolitique Horizons (IGH). (2025). *Le Nexus Maroc-Afrique: Fondements et mécanismes d'une coopération Sud-Sud sur terre et sur mer*. Horizons.ma. . Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://horizons.ma/le-nexus-maroc-afrique-fondements-et-mecanismes-dune-cooperation-sud-sud-sur-terre-et-sur-mer/>
- [7] Makpawo, M. (2021). *L'adhésion du Maroc à l'Union africaine : entre une logique méditerranéenne et une logique subsaharienne*. Études internationales, 52(3). Érudit. Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/2021-v52-n3-ei06979/1088836ar.pdf>
- [8] Maroc Diplomatique. (2023, 4 janvier). *La coopération sécuritaire et la lutte contre le terrorisme au cœur de la relation Maroc-UE*. Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://maroc-diplomatique.net/la-cooperation-securitaire-et-la-lutte-contre-le-terrorisme-au-coeur-de-la-relation-maroc-ue/>
- [9] Naïmi Cisneros, H. (2022). *Relations Maroc-Union européenne : la coopération migratoire comme levier stratégique marocain*. Thèse, Université catholique de Louvain. Consulté le 9 décembre 2025, sur

<https://thesis.dial.uclouvain.be/bitstreams/857f07aa-f185-48ce-a5b5-cd232d09d8c3/download>

- [10] Naimi, R. (2024). *Les relations Maroc-Union européenne : étude analytique et prospective*. Journal Strategic. Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://journal-strategic.com/wp-content/uploads/2024/01/12-378-392-Dr.Rafik-Naimi.pdf>
- [11] Politis. (2025, 6 novembre). *Sahara occidental : victoire diplomatique du Maroc*. Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://www.politis.fr/articles/2025/11/sahara-occidental-victoire-diplomatique-du-maroc/>
- [12] RTS. (2025, 31 octobre). *L'ONU soutient le plan marocain pour le Sahara occidental, l'Algérie isolée*. Consulté le 9 décembre 2025, sur <https://www.rts.ch/info/monde/2025/article/l-onu-soutient-le-plan-marocain-pour-le-sahara-occidental-l-algerie-isolee-29049908.html>